

Place publique

Écrivez-nous à : forum2@l-echo.fr

L'avenir de nos territoires passe par le Paris-Orléans-Limoges-Toulouse

DE JEAN-MICHEL BODIN, CONSEILLER RÉGIONAL D'INDRE-ET-LOIRE, VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉGION CENTRE

Le Conseil d'État a fait connaître son opposition sur le fond à la réalisation de la LGV Poitiers-Limoges.

Cette prise de position conforte toutes celles et ceux qui depuis des années ont argumenté pour démontrer que ce projet ne répond pas aux besoins des territoires. Cent millions d'euros d'argent public partis en fumée alors qu'ils auraient pu être investis à bon escient dans le réseau classique, en l'occurrence sur l'axe historique Paris-Orléans-Limoges-Toulouse. Avec cet argent, tous les passages à niveau entre Vierzon et Limoges auraient pu être supprimés.

Que de temps perdu depuis une dizaine d'années sur cet axe avec pour conséquence une dégradation de la desserte nationale au détriment des usagers et des territoires concernés.

Il est nécessaire de rappeler qu'en 2003 les Régions Centre, Limousin, Midi-Pyrénées avec la SNCF et RFF avaient abouti à un projet de modernisation des infrastructures, du matériel, de refonte de la desserte qui était financé, prêt à être mis en œuvre lorsque sur décision unilatérale du gou-

vernement Raffarin tout fut stoppé.

Aujourd'hui, il est encore temps de remettre le dossier sur le métier et d'accélérer la mise en œuvre du schéma directeur annoncé par le gouvernement depuis de nombreux mois.

Parallèlement, dans le cadre de la commission « Avenir des trains d'équilibre du territoire » mise en place récemment par le secrétaire d'État aux transports, l'expertise des élus, des associations, des citoyens doit être enfin prise en compte. Un schéma national de dessertes voyageurs adopté par le Parlement, avec les finances publiques nécessaires à sa mise en œuvre est indispensable. Il s'agit d'un choix de société : répondre aux besoins de mobilité de nos concitoyens, aménager et développer durablement le territoire, s'inscrire dans la transition écologique.

En effet, l'entreprise publique SNCF doit être au service des intérêts de la nation et sortir de sa logique business, aujourd'hui en échec avec sa politique « tout TGV ». L'ensemble des dessertes TGV, TET et TER doivent s'inscrire dans une même logique de transport public.

Les moyens financiers existent pour financer une politique audacieuse de transport public. La renationalisation des autoroutes aurait pour avantage d'arrêter le racket des automobilistes et dégager chaque année des recettes pour financer les infrastructures terrestres qui contribuent à la réduction de l'émission des gaz à effet de serre et de la pollution. Il en va de même avec l'extension du versement transport aux Régions, ou bien encore d'une mise à contribution du système bancaire dans le financement de prêts à bas taux et de longue durée.

Au moment où les enjeux climatiques reviennent à l'ordre du jour, il serait temps que les actes soient en conformité avec les paroles. Le gouvernement qui a une majorité à l'assemblée nationale a la responsabilité de prendre les décisions indispensables et urgentes en faveur des hommes et de la planète.

Je souhaite que s'engage au plus tôt la modernisation des infrastructures, que soit revue la desserte TET qui dépend de l'État et que la commande de matériel roulant soit réalisée rapidement.